ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 36.950/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Mobilité, le 9 avril 2004, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 2003 désignant les infractions graves par degré aux règlements généraux pris en exécution de la loi relative à la police de la circulation routière et l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique", a donné le 19 avril 2004 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996 et modifié par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation, telle qu'elle figure dans la lettre de demande d'avis, est la suivante :

> "L'urgence se justifie au regard de la détermination du Gouvernement de considérablement diminuer le nombre de victimes sur nos routes. En effet, la Belgique réalise, comparativement aux autres pays européens, l'un des moins bons scores par rapport aux indicateurs de sécurité routière, et ce notamment en termes de mortalité; il s'impose de réagir rapidement afin de rencontrer les objectifs que le Gouvernement s'est fixé dans le cadre des États-généraux pour la sécurité routière et de pouvoir s'aligner au maximum sur les États «modèles» en la matière. Pour rappel, la Belgique s'est engagée à réduire de 33 % le nombre de morts et de blessés sur ses routes d'ici 2006. Le principal moyen pour atteindre cet objectif est d'influencer le comportement des conducteurs. Dès lors, le Gouvernement a adopté et continue d'adopter toute une série de mesures afin de mettre en oeuvre ce moyen.
>
> Il a notamment décidé lors du Conseil des Ministres des 20 et 21 mars 2004 de sensibiliser les automobilistes aux abords des écoles et aux endroits fréquentés par les vacanciers. Le Gouvernement estime nécessaire de généraliser les zones 30 aux abords des écoles. Pour ce faire, les gestionnaires de voiries doivent mettre en place des zones 30 autour de chaque école avant la rentrée scolaire 2005. Le Gouvernement souhaite permettre aux gestionnaires de voiries de disposer de tous les instruments nécessaires afin de mieux cibler leurs actions en fonction des circonstances. Ils pourront ainsi en fonction des circonstances saisonnières limiter la vitesse dans des zones à forte densité de vacanciers. Les problèmes de mobilité et de sécurité routière rencontrés lors de la réalisation de travaux sur les voiries pourront être évincés par l'interdiction de l'utilisation du cruise control ou par la possibilité pour les véhicules organisant des déplacements entre le domicile et le lieu de travail d'emprunter des bandes de circulation particulières.
>
> L'urgence se justifie également par la nécessité pour les prochains gouvernements régionaux de préparer leur politique en matière de gestion des voiries.
>
> Pour que toutes les mesures adoptées produisent l'impact escompté, les moyens ne peuvent être disproportionnés. Or le Gouvernement, lors du Conseil des Ministres des 20 et 21 mars a constaté que certaines des mesures mises en oeuvre au 1er mars 2004 ne remplissaient pas leur rôle de structuration de la société, parce qu'elles présentaient un caractère disproportionné. Il a décidé par conséquent, de modifier ces mesures. Il s'agit de trois types d'infractions, classées dans la catégorie des infractions graves du premier degré. Il convient de leur rendre leur nature première d'infraction ordinaire.

.../...

L'urgence s'explique notamment par le fait que l'arrêté royal du 22 décembre 2003, qui érige certaines infractions en infractions graves, est entré en vigueur le 1er mars 2004. La requalification de trois de ces infractions en infractions ordinaires doit être adoptée au plus vite afin d'écourter au maximum la période pendant laquelle ces infractions sont traitées différemment.

L'urgence est justifiée par la nécessité de garantir au citoyen la sécurité juridique."

*

* *

Le Conseil d'État, section de législation, se limite, conformément à l'article 84, § 3, alinéa 1er, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, à examiner le fondement juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

Le projet ainsi examiné appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

Conformément à l'article 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les Gouvernements régionaux doivent être associés à l'élaboration de l'arrêté en projet.

Il résulte des pièces jointes à la demande d'avis que le projet d'arrêté a été soumis, le 4 avril 2003, au Comité de concertation Gouvernement fédéral - Gouvernement des Communautés et des Régions.

Selon le procès-verbal de la réunion précitée,

"Er is een discussie gevoerd waarbij het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bepaalde opmerkingen hebben gemaakt, meer bepaald over de concrete organisatie van de veralgemening van de zone 30 en de invoering van nieuwe verkeersborden.

De betrokken Regeringen hebben hun argumenten ontwikkeld en hierover van gedachten gewisseld, zodat de teksten voor advies aan de Raad van State kunnen worden gestuurd."

Sous réserve que ce Comité de concertation était bien composé de ministres régionaux ayant le pouvoir d'engager leurs Gouvernements respectifs, la procédure d'association des Gouvernements régionaux peut être considérée comme valablement accomplie.

Observations particulières

Article 1er

Les définitions reprises aux alinéas 2 et 3 de l'article 2.49, en projet, de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique ont manifestement pour fin d'aider à la compréhension de la définition des mots "zone de séjour" figurant à l'alinéa 1er du même article.

Afin de permettre à l'alinéa 2 d'atteindre le but qui lui est assigné, le principe de sécurité juridique commande, dans la version française du projet d'arrêté, de remplacer les mots "fonction de séjour" par les mots "fonction d'habitat".

Article 3

Selon l'article 56, § 1er, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative,

"Les arrêtés royaux et ministériels sont rédigés en français et en néerlandais."

Les mots "cruise control" devraient donc soit être traduits, soit être définis si l'équivalent n'existe pas en français ou en néerlandais [1].

---

[1] En France, selon le Journal officiel du 15 février 2004, dans le domaine de l'automobile, les mots "adaptative cruise control (ACC)" ont comme équivalent français les mots "régulateur de vitesse et d'espacement (RVE)" qui désignent "un dispositif embarqué agissant automatiquement et qui permet à un véhicule d'en suivre un autre à une distance appropriée".

La chambre était composée de

Madame	M.-L. WILLOT-THOMAS,	président de chambre,
Messieurs	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. P. RONVAUX, auditeur adjoint.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT M.-L. WILLOT-THOMAS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 36.950/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 9 april 2004 door de Minister van Mobiliteit verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 2003 tot aanwijzing van de zware overtredingen per graad van de algemene reglementen genomen ter uitvoering van de wet betreffende de politie over het wegverkeer en koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg", heeft op 19 april 2004 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en gewijzigd bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

"L'urgence se justifie au regard de la détermination du Gouvernement de considérablement diminuer le nombre de victimes sur nos routes. En effet, la Belgique réalise, comparativement aux autres pays européens, l'un des moins bons scores par rapport aux indicateurs de sécurité routière, et ce notamment en termes de mortalité; il s'impose de réagir rapidement afin de rencontrer les objectifs que le Gouvernement s'est fixé dans le cadre des États-généraux pour la sécurité routière et de pouvoir s'aligner au maximum sur les États «modèles» en la matière. Pour rappel, la Belgique s'est engagée à réduire de 33 % le nombre de morts et de blessés sur ses routes d'ici 2006. Le principal moyen pour atteindre cet objectif est d'influencer le comportement des conducteurs. Dès lors, le Gouvernement a adopté et continue d'adopter toute une série de mesures afin de mettre en oeuvre ce moyen.

Il a notamment décidé lors du Conseil des Ministres des 20 et 21 mars 2004 de sensibiliser les automobilistes aux abords des écoles et aux endroits fréquentés par les vacanciers. Le Gouvernement estime nécessaire de généraliser les zones 30 aux abords des écoles. Pour ce faire, les gestionnaires de voiries doivent mettre en place des zones 30 autour de chaque école avant la rentrée scolaire 2005. Le Gouvernement souhaite permettre aux gestionnaires de voiries de disposer de tous les instruments nécessaires afin de mieux cibler leurs actions en fonction des circonstances. Ils pourront ainsi en fonction des circonstances saisonnières limiter la vitesse dans des zones à forte densité de vacanciers. Les problèmes de mobilité et de sécurité routière rencontrés lors de la réalisation de travaux sur les voiries pourront être évincés par l'interdiction de l'utilisation du cruise control ou par la possibilité pour les véhicules organisant des déplacements entre le domicile et le lieu de travail d'emprunter des bandes de circulation particulières.

L'urgence se justifie également par la nécessité pour les prochains gouvernements régionaux de préparer leur politique en matière de gestion des voiries.

Pour que toutes les mesures adoptées produisent l'impact escompté, les moyens ne peuvent être disproportionnés. Or le Gouvernement, lors du Conseil des Ministres des 20 et 21 mars a constaté que certaines des mesures mises en oeuvre au 1er mars 2004 ne remplissaient pas leur rôle de structuration de la société, parce qu'elles présentaient un caractère disproportionné. Il a décidé par conséquent, de modifier ces mesures. Il s'agit de trois types d'infractions, classées dans la catégorie des infractions graves du premier degré. Il convient de leur rendre leur nature première d'infraction ordinaire.

L'urgence s'explique notamment par le fait que l'arrêté royal du 22 décembre 2003, qui érige certaines infractions en infractions graves, est entré en vigueur le 1er mars 2004. La requalification de trois de ces infractions en infractions ordinaires doit être adoptée au plus vite afin d'écourter au maximum la période pendant laquelle ces infractions sont traitées différemment.

L'urgence est justifiée par la nécessité de garantir au citoyen la sécurité juridique."

*

* *

Overeenkomstig artikel 84, § 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State beperkt de afdeling wetgeving van de Raad van State zich tot het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

Het aldus onderzochte ontwerp geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande opmerkingen

Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen moeten de gewestregeringen betrokken worden bij het uitwerken van het ontworpen besluit.

Uit de stukken gevoegd bij de adviesaanvraag blijkt dat het ontwerpbesluit op 4 april 2003 voorgelegd is aan het Overlegcomité Federale Regering - Gemeenschaps- en Gewestregeringen.

In de notulen van de voornoemde vergadering staat te lezen :

"Er is een discussie gevoerd waarbij het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bepaalde opmerkingen hebben gemaakt, meer bepaald over de concrete organisatie van de veralgemening van de zone 30 en de invoering van nieuwe verkeersborden.

De betrokken Regeringen hebben hun argumenten ontwikkeld en hierover van gedachten gewisseld, zodat de teksten voor advies aan de Raad van State kunnen worden gestuurd."

Onder voorbehoud dat dit Overlegcomité was samengesteld uit gewestministers die bevoegd zijn om hun respectieve regeringen te verbinden, kan ervan uitgegaan worden dat de procedure terzake van het erbij betrekken van de gewestregeringen rechtsgeldig doorlopen is.

Bijzondere opmerkingen

Artikel 1

De begripsomschrijvingen vervat in het tweede en het derde lid van het ontworpen artikel 2.49 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg strekken er kennelijk toe bij te dragen tot de verstaanbaarheid van de definitie van het woord "verblijfsgebied", dat voorkomt in het eerste lid van datzelfde artikel.

Opdat het tweede lid in overeenstemming zal zijn met het met die bepaling beoogde doel, moet uit het oogpunt van de rechtszekerheid in de Nederlandse tekst van het ontwerpbesluit het woord "verblijfsfunctie" vervangen worden door het woord "woonfunctie".

Artikel 3

Artikel 56, § 1, van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken bepaalt :

"De koninklijke en ministeriële besluiten worden gesteld in het Nederlands en in het Frans."

Bijgevolg moeten de woorden "cruise control" ofwel worden vertaald, ofwel moet een begripsomschrijving ervan worden gegeven indien daarvoor geen equivalent bestaat in het Nederlands of in het Frans [(1)].

---

(1) In beschikking 2001/821/EG van de Commissie van 20 november 2001 betreffende een door Frankrijk ingediend verzoek om ontheffing krachtens artikel 8, lid 2, onder c), van Richtlijn 70/156/EEG van de Raad inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de lidstaten betreffende de goedkeuring van motorvoertuigen en aanhangwagens daarvan (Publicatieblad Nr. L 307 van 24/11/2001 blz. 0027 - 0027) wordt de Engelse term "cruise control" in het Nederlands weergegeven met de woorden "snelheidsregelaar". In de Nederlandse lezing van de tekst is het wellicht verkieslijk de woorden "snelheidsregelaar (cruise control)" te gebruiken, te meer daar in Nederlandse regelgeving de term "cruise control" algemeen voorkomt.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw	M.-L.	WILLOT-THOMAS,	kamervoorzitter,
de Heren	P.	LIÉNARDY,	staatsraden,
	P.	VANDERNOOT,	
Mevrouw	C.	GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. RONVAUX, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

C. GIGOT M.-L. WILLOT-THOMAS